

La politique budgétaire : Le budget, actions et limites

1. Le budget

a) Définition

Le budget est un document comptable qui regroupe l'ensemble des dépenses et recettes **prévisionnelles** de l'Etat. Il est élaboré par le ministère des Finances et approuvé par le parlement suite à un vote.

b) Conception théorique

Les libéraux (classiques, néoclassiques et monétaristes)	Les keynésiens
si l'Etat intervient la demande augmente ce qui peut causer l'inflation par la demande Les libéraux veulent l'Etat gendarme. (justice, éducation, défense)	l'Etat est un membre de l'Economie. Il doit intervenir pour relancer l'économie. En jouant sur la demande, l'Etat peut augmenter les revenus et donc relancer l'activité économique et créer des emplois pour sortir des crises On parle de l'Etat providence. (regardez aussi page 4)

c) Présentation du Budget (Ressources et dépenses)

i. Présentation générale (toutes les données) → La loi de finance

1. Recettes Ordinaires du budget général	Exemple
a. Recettes fiscales <ul style="list-style-type: none"> ✓ Impôts directs ✓ Impôts indirects ✓ Droits de douane ✓ Droits d'enregistrement et timbres 	I/R, I/S TVA, TIC (taxe intérieure de consommation) Relatifs aux importations. Lors de l'enregistrement d'une terre...
b. Recette non fiscales <ul style="list-style-type: none"> ✓ Produits de monopole ¹, d'exploitations et participations financière de l'Etat ✓ Revenus de domaine² ✓ Recettes diverses ³ ✓ Dons et legs → Recettes ordinaires = a+b	Regardez la référence (1) Venus d'autres pays comme les pays du Golf, ou des organisations internationales, les legs sont des sommes laissées par testament
2. Dépenses ordinaires du budget général	
a. Dépenses de fonctionnement <ul style="list-style-type: none"> ✓ Dépenses du personnel → ✓ Dépenses de matériel et dépenses... → ✓ Charges communes → b. Dépenses en intérêts et commissions de la dette publique Dépenses ordinaires = a+b	Salaires, primes, allocations, prestations Intérim, petit outillage, petit électroménager... Caisses de compensation, charges générales Dans ce compte, on inclut uniquement (les intérêts) et non pas le montant de la dette
3. Le solde ordinaire (1-2)	Lecture : En 2019, le solde ordinaire du budget de l'Etat <u>serait excédentaire de...</u> / Au Maroc en 2019, les recettes ordinaires <u>dépasseraient</u> les DO de...

¹ **Produits de monopole** : dividendes versés par des entreprises dont l'Etat est actionnaire, revenus versés par des établissements publics comme CNSS...

² **Revenus du domaine** : redevances et loyers reçus suite à l'utilisation du domaine public ou privé de l'Etat (bâtiments administratifs, écoles et équipements), parc de logement, cessions d'immobilier, terrains loués

³ **Recettes diverses** : amendes et produits de la loterie (MDJS), revenus des biens et services produits et vendus par l'Etat...

La politique budgétaire : Le budget, actions et limites

4. <u>Dépenses d'investissement</u>	Bâtiments, autoroute, constructions, brevet, R&D aboutissant à un produit neuf, investissement financiers (prêts, avances...)
5. <u>Solde du budget général (3-4)</u>	<u>Lecture</u> : En 2019, le solde du budget général afficherait un déficit de.../ Au Maroc, en 2019, le solde du budget général serait déficitaire
6. <u>Services de l'Etat gérés de manière autonome</u> a. <u>Recettes SEGMA</u> b. <u>Dépenses SEGMA</u> <u>Solde SEGMA (6) = a-b</u>	Les SEGMA sont des entités qui relève de l'Etat mais qui se financent par leurs propres ressources ; au minimum 30% de leurs charges (Hôpitaux, complexes sportifs, théâtres, muséum...). Tout service (SEGMA) ne pouvant pas couvrir 30% de ses besoins par ses propres ressources dans un délai de 3 ans, est supprimé. <u>Regardez la vidéo sur la chaine Youtube : Moul l'économie (politique budgétaire)</u>
7. <u>Comptes spéciaux du Trésor</u> c. <u>Recettes CST</u> d. <u>Dépenses CST</u> <u>Solde CST (7) = a-b</u>	Les CST sont des postes de dépenses urgentes pour lesquelles on fait exception. Par exemple, à cause du COVID-19, un fonds a été créé pour financer les charges de cette pandémie. Exemple : Le fonds de financement entrepreneurial (FFE) pour lequel une somme de 600MDH a été collectée pour aider les jeunes à porter leur projet. Il y a aussi le fonds de cohésion sociale pour aider les familles en situation précaire...Ça inclut également des dépenses pour des organismes internationaux dans lesquels le Maroc s'est adhérent, comme OMC, OMS, FMI...
8. <u>Solde du budget de l'Etat (5+6+7)</u>	<u>Lecture</u> : En 2019, le solde du budget de l'Etat afficherait un déficit de.../ Au Maroc, en 2019, le solde du budget de l'Etat serait déficitaire
9. <u>Amortissement de la dette à MLT</u>	<u>Il s'agit là des dettes remboursées</u>
10. <u>Le besoin brut de financement (8-9)</u>	<u>Lecture</u> : Au Maroc en 2019, le besoin brut de financement s'élèverait à...
11. <u>Recettes d'emprunt</u>	<u>Il s'agit là de nouvelles dettes contractées</u>
12. <u>Le besoin résiduel de financement (10+11)</u>	<u>Lecture</u> : Au Maroc en 2019, le besoin résiduel de financement s'élèverait à...

1) Résumé de toutes les formules

- ✓ Solde ordinaire = RO - DO
- ✓ Solde du budget général = SO - Dépense d'investissement
- ✓ Solde du budget de l'Etat = SBG + solde SEGMA + Solde CST
- ✓ Besoin brut de financement = (SBE - amortissement de la dette)
- ✓ Besoin résiduel de financement = (Besoin brut + recettes d'emprunt)
- ✓ Le solde budgétaire = Total recette - Total dépenses → il donne le BRF

NB : Le solde budgétaire du budget se calcule en faisant (Somme des recettes - sommes des dépenses). Ce solde qui ressort souvent déficitaire peut être divisée par le PIB. On obtient donc le déficit en % du PIB.

- ✓ Exemple : le déficit est de 43 MM DH et le PIB : 982 MMDH, on a $= (-43/982) * 100 = -4.38\%$

La politique budgétaire : Le budget, actions et limites

✓ Lecture : Au Maroc, en 2015, le déficit budgétaire représente 4.38% de la richesse créée

1) Les hypothèses de 2020 pour élaborer le budget

- ✓ Cours de la tonne du gaz, 350 \$
- ✓ Croissance économique de 3.7%
- ✓ Taux d'inflation inférieur à 2%
- ✓ Déficit budgétaire de 3.5% du PIB

2) Présentation des données du Budget 2020

	LF 2019	PLF 2020	ABSOLUES	% EN
RECETTES ORDINAIRES DU BUDGET GENERAL (1)	253.423.118.000	257.043.001.000	+3.619.883.000	1,43%
Recettes fiscales :	228.615.226.000	233.373.290.000	+4.758.064.000	2,08%
Impôts directs et taxes assimilées	101.370.838.000	103.947.734.000	+2.576.896.000	2,54%
Impôts indirects	99.487.848.000	102.241.665.000	+2.753.817.000	2,77%
Droits de douane	9.548.220.000	10.347.949.000	+799.729.000	8,38%
Droits d'enregistrement et de timbre	18.208.320.000	16.835.942.000	-1.372.378.000	-7,54%
Recettes non fiscales :	24.807.892.000	23.669.711.000	-1.138.181.000	-4,59%
Produits des cessions de participations de l'Etat	5.000.000.000	3.000.000.000	-2.000.000.000	-40,00%
Produits de monopoles, d'exploitations et des participations financières de l'Etat	11.450.000.000	12.209.000.000	+759.000.000	6,63%
Revenus du domaine de l'Etat	354.500.000	354.500.000		
Recettes diverses	6.803.392.000	6.636.211.000	-167.181.000	-2,46%
Dons et legs	1.200.000.000	1.470.000.000	+270.000.000	22,50%
DEPENSES ORDINAIRES DU BUDGET GENERAL (2)	243.649.709.000	250.608.362.000	+6.958.653.000	2,86%
Dépenses de fonctionnement :	215.618.339.000	221.585.343.000	+5.967.004.000	2,77%
Dépenses de Personnel	112.159.310.000	138.084.181.000	+25.924.871.000	23,11%
Dépenses de Matériel et Dépenses Diverses	45.130.114.000	48.291.631.000	+3.161.517.000	7,01%
Charges Communes	44.095.142.000	24.651.211.000	-19.443.931.000	-44,10%
Dépenses relatives aux remboursements, dégrèvements et restitutions, fiscaux	10.533.773.000	8.158.320.000	-2.375.453.000	-22,55%
Dépenses Imprévues et Dotations Provisionnelles	3.700.000.000	2.400.000.000	-1.300.000.000	-35,14%
Dépenses en intérêts et commissions se rapportant à la dette publique	28.031.370.000	29.023.019.000	+991.649.000	3,54%
SOLDE ORDINAIRE (3)=(1)-(2)	9.773.409.000	6.434.639.000	-3.338.770.000	-34,16%
	LF 2019	PLF 2020	ABSOLUES	% EN
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL (4)	73.372.918.000	78.210.295.000	+4.837.377.000	6,59%
SOLDE DU BUDGET GÉNÉRAL (HORS PRODUITS DES EMPRUNTS ET HORS AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERMES) (5)=(3)-(4)	-63.599.509.000	-71.775.656.000	-8.176.147.000	12,86%
SERVICES DE L'ETAT GÉRÉS DE MANIÈRE AUTONOME				
Recettes des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome	2.811.499.000	2.236.914.000	-574.585.000	-20,44%
Dépenses des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome :	2.811.499.000	2.236.914.000	-574.585.000	-20,44%

La politique budgétaire : Le budget, actions et limites

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Recettes des comptes spéciaux du Trésor	85.081.989.000	90.254.260.000	+5.172.271.000	6,08%
Dépenses des comptes spéciaux du Trésor	84.397.383.000	90.019.671.000	+5.622.288.000	6,66%
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR (7)	684.606.000	234.589.000	-450.017.000	-65,73%
SOLDE DU BUDGET DE L'ETAT (HORS PRODUITS DES EMPRUNTS ET HORS AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERMES) (8)=(5)+(6)+(7)	-62.914.903.000	-71.541.067.000	-8.626.164.000	13,71%
AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERMES (9)	39.213.200.000	67.512.204.000	+28.299.004.000	72,17%
BESOINS BRUTS DE FINANCEMENT DU BUDGET DE L'ETAT (10)=(8)-(9)	-102.128.103.000	-139.053.271.000	-36.925.168.000	36,16%
RECETTES D'EMPRUNTS A MOYEN ET LONG TERMES (11) :	76.200.000.000	97.200.000.000	+21.000.000.000	27,56%
BESOINS RESIDUELS DE FINANCEMENT DU BUDGET DE L'ETAT (10)+(11)	-25.928.103.000	-41.853.271.000	-15.925.168.000	61,42%

NB : pour Keynes, l'intervention de l'Etat est importante dans la mesure où il existe un effet multiplicateur et accélérateur :

i. Effet multiplicateur (effet de l'investissement public sur le PIB/richeesse créée)

L'intervention de l'Etat à travers l'investissement public génère une création d'emploi qui génère elle-même une distribution de revenus, relance la consommation et l'investissement et partant le PIB. Autrement dit, une dépense d'investissement public de 1mds de DH va générer plus de richesses en passant chez les agents économiques de telle sorte que cette somme se multiplie en passant d'un agent à un autre. On appelle cela le multiplicateur keynésien

ii. Effet accélérateur (lien réciproque entre la demande et l'investissement)

Une augmentation des revenus peut engendrer une augmentation de la consommation (la demande) d'où une réponse de l'investissement productif qui augmente afin de répondre à cette nouvelle demande. L'investissement s'accélère faisant augmenter encore l'emploi et donc les revenus, la demande augmente et l'investissement.... C'est donc un effet d'entraînement entre la demande et l'investissement.

La suite dans la page suivante



La politique budgétaire : Le budget, actions et limites

I. La régulation par le budget

a. Rappel

John Maynard Keynes est le cerveau derrière cette politique et il l'a mise vers les années 1929 pour sortir de la crise de surproduction en jouant avec les Dépenses et les recettes de l'Etat pour relancer la demande, la croissance et baisser le taux de chômage. → La régulation par l'Etat⁴

b. Les actions de la politique budgétaire

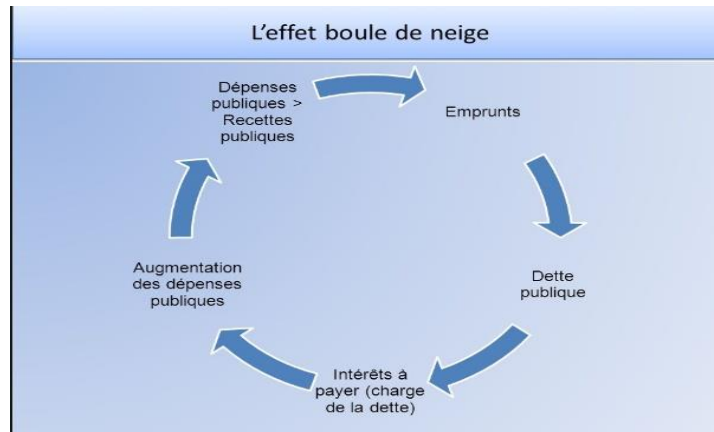
Eléments	En cas de récession (la relance)	En cas de surchauffe (la Rigueur)
Objectifs	<p>✓ Lutter contre le chômage</p> <p>L'Etat va relancer l'économie via un ensemble de mesures (sur ménage+ entreprises) On appelle cela Politique GO</p>	<p>✓ Lutter contre l'inflation</p> <p>L'Etat va faire certaines actions qui vont limiter la surchauffe des prix</p> <p>On l'appelle politique STOP</p>
Moyens	<p><u>Les recettes</u></p> <p>✓ ↘ Les impôts ↗ des revenus ce qui va consommer ↗ et relancer l'investissement et l'emploi et la croissance économique</p> <p>✓ ↘ Les impôts sur les E/ses, les bénéfices vont être réinvestis, la production ↗ l'emploi ↗ chômage baisse</p> <p><u>Les dépenses</u></p> <p>✓ L'Etat va Augmenter les investissements publics et donc l'emploi, augmenter les subventions aux entreprises, subventionner des produits via la caisse de compensation</p> <p>✓ Augmenter les traitements des ménages, ce qui relance la consommation, accélère l'investissement et fait rebondir le PIB</p>	<p><u>Les recettes</u></p> <p>✓ Augmenter les impôts sur les revenus ce qui va causer une baisse de la consommation et de la demande effective ce qui va faire baisser les prix. (inflation par la demande)</p> <p>✓ L'Etat va augmenter l'Impôt sur les sociétés, les entreprises vont ralentir ou retarder l'investissement, prendre moins de crédit, inflation se maîtrise</p> <p><u>Les dépenses</u></p> <p>✓ Réduire les dépenses d'investissement et les traitements et de la caisse de compensation ce qui va réduire la consommation et demande effective et faire baisser les prix</p>
Résultats	<p>✓ Risque d'inflation</p> <p>✓ L'endettement</p> <p>✓ Apparition du déficit budgétaire</p>	<p>✓ L'inflation baisse</p> <p>✓ La dette baisse</p> <p>✓ L'apparition de l'excédent budgétaire qui va servir plus tard au paiement de la dette...</p>

⁴ Régulation signifie le retour à l'équilibre

La politique budgétaire : Le budget, actions et limites

c. Les effets négatifs de l'intervention de l'Etat

i. Effet boule de neige (emprunt externe)



ii. Effet d'éviction (emprunt interne)

Si l'Etat constate un besoin de financement (pour investissement ou une dépense...) il peut s'endetter auprès du marché des capitaux local. Il vend ses bons de trésor et absorbe une partie de la liquidité. Cette situation réduit la masse monétaire chez les agents économiques ce qui augmente le taux d'intérêt et réduit l'investissement privé.

iii. Effet sur la balance commerciale

Lorsque l'Etat engage des investissements, il va importer des matières premières, des machines de l'extérieur. Les importations vont augmenter et causer le déficit commercial.

NB : Souvent, un déficit budgétaire crée un déficit commercial, on parle alors de déficits jumeaux

iv. La pression fiscale

L'augmentation des impôts va laminer et affaiblir l'activité des impôts en décourageant les agents économiques à investir, à consommer ce qui va inéluctablement ralentir la croissance économique.